

DOCUMENT A/69/10*

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-sixième session (5 mai-6 juin et 7 juillet-8 août 2014)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
Abréviations et sigles.....	6
Note concernant les citations	6
Instruments multilatéraux cités dans le présent volume	7
<i>Chapitres</i>	<i>Paragraphes</i>
I. ORGANISATION DE LA SESSION.....	1-11 15
A. Membres de la Commission	2 15
B. Bureau et bureau élargi.....	3-5 15
C. Comité de rédaction.....	6-7 16
D. Groupe de travail et groupe d'étude	8-9 16
E. Secrétariat	10 16
F. Ordre du jour	11 17
II. RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA COMMISSION À SA SOIXANTE-SIXIÈME SESSION.....	12-25 18
III. POINTS SUR LESQUELS DES OBSERVATIONS SERAIENT PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTES POUR LA COMMISSION.....	26-34 20
A. Les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités.....	26 20
B. Protection de l'atmosphère	27 20
C. Immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État.....	28 20
D. Détermination du droit international coutumier	29-30 20
E. Protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés.....	31-32 20
F. Application provisoire des traités	33 20
G. Crimes contre l'humanité	34 21
IV. EXPULSION DES ÉTRANGERS	35-45 22
A. Introduction	35-37 22
B. Examen du sujet à la présente session	38-41 22
C. Recommandation de la Commission	42 22
D. Hommage au Rapporteur spécial.....	43 23
E. Texte du projet d'articles sur l'expulsion des étrangers	44-45 23
1. Texte du projet d'articles	44 23
2. Texte des projets d'article et commentaires y relatifs	45 25
Commentaire général.....	25
PREMIÈRE PARTIE DISPOSITIONS GÉNÉRALES	26
Article 1. Champ d'application.....	26
Commentaire.....	26
Article 2. Définitions.....	27
Commentaire.....	27
Article 3. Droit d'expulsion	28
Commentaire.....	28
Article 4. Obligation de conformité à la loi	29
Commentaire.....	29

* Paru initialement comme *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-neuvième session, Supplément n° 10*.

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
Article 5.	Motifs d'expulsion	30
	Commentaire.....	30
DEUXIÈME PARTIE	CAS D'EXPULSIONS INTERDITES	31
Article 6.	Règles relatives à l'expulsion des réfugiés	31
	Commentaire.....	31
Article 7.	Règles relatives à l'expulsion des apatrides.....	33
	Commentaire.....	33
Article 8.	Déchéance de nationalité aux fins de l'expulsion	34
	Commentaire.....	34
Article 9.	Interdiction de l'expulsion collective.....	34
	Commentaire.....	34
Article 10.	Interdiction de l'expulsion déguisée	35
	Commentaire.....	35
Article 11.	Interdiction de l'expulsion aux fins de confiscation des biens.....	37
	Commentaire.....	37
Article 12.	Interdiction du recours à l'expulsion aux fins de contourner une procédure d'extradition en cours.....	37
	Commentaire.....	37
TROISIÈME PARTIE	PROTECTION DES DROITS DES ÉTRANGERS OBJET DE L'EXPULSION	38
CHAPITRE I	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	38
Article 13.	Obligation de respecter la dignité humaine et les droits de l'homme de l'étranger objet de l'expulsion	38
	Commentaire.....	38
Article 14.	Interdiction de discrimination	38
	Commentaire.....	38
Article 15.	Personnes vulnérables	39
	Commentaire.....	39
CHAPITRE II	PROTECTION REQUISE DANS L'ÉTAT EXPULSANT	40
Article 16.	Obligation de protéger le droit à la vie de l'étranger objet de l'expulsion	40
	Commentaire.....	40
Article 17.	Prohibition de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	40
	Commentaire.....	40
Article 18.	Obligation de respecter le droit à la vie familiale	40
	Commentaire.....	40
Article 19.	Détention de l'étranger aux fins d'expulsion	42
	Commentaire.....	42
Article 20.	Protection des biens de l'étranger objet de l'expulsion	44
	Commentaire.....	44
CHAPITRE III	PROTECTION PAR RAPPORT À L'ÉTAT DE DESTINATION	46
Article 21.	Départ vers l'État de destination.....	46
	Commentaire.....	46
Article 22.	État de destination de l'étranger objet de l'expulsion.....	47
	Commentaire.....	47
Article 23.	Obligation de ne pas expulser un étranger vers un État où sa vie serait menacée.....	48
	Commentaire.....	49
Article 24.	Obligation de ne pas expulser un étranger vers un État où il pourrait être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.....	49
	Commentaire.....	49
CHAPITRE IV	PROTECTION DANS L'ÉTAT DE TRANSIT.....	52
Article 25.	Protection dans l'État de transit des droits de l'homme de l'étranger objet de l'expulsion	52
	Commentaire.....	52
QUATRIÈME PARTIE	RÈGLES SPÉCIFIQUES DE PROCÉDURE.....	52
Article 26.	Droits procéduraux de l'étranger objet de l'expulsion	52
	Commentaire.....	52
Article 27.	Effet suspensif du recours contre la décision d'expulsion.....	57
	Commentaire.....	57
Article 28.	Procédures internationales de recours individuel	57
	Commentaire.....	57

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
CINQUIÈME PARTIE CONSÉQUENCES JURIDIQUES DE L'EXPULSION.....		58
Article 29. Réadmission dans l'État expulsant		58
Commentaire.....		58
Article 30. Responsabilité de l'État en cas d'expulsion illicite		59
Commentaire.....		59
Article 31. Protection diplomatique		61
Commentaire.....		61
V. PROTECTION DES PERSONNES EN CAS DE CATASTROPHE	46-56	63
A. Introduction	46-47	63
B. Examen du sujet à la présente session	48-54	63
C. Texte du projet d'articles sur la protection des personnes en cas de catastrophe adopté par la Commission en première lecture	55-56	64
1. Texte du projet d'articles	55	64
2. Texte du projet d'articles et commentaires y relatifs.....	56	66
Article 1 [1]. Champ d'application.....		66
Commentaire.....		66
Article 2 [2]. Objet.....		66
Commentaire.....		66
Article 3 [3]. Définition du terme « catastrophe ».....		68
Commentaire.....		68
Article 4. Termes employés		69
Commentaire.....		69
Article 5 [7]. Dignité humaine.....		72
Commentaire.....		72
Article 6 [8]. Droits de l'homme		74
Commentaire.....		74
Article 7 [6]. Principes humanitaires		74
Commentaire.....		74
Article 8 [5]. Obligation de coopérer.....		76
Commentaire.....		76
Article 9 [5 bis]. Formes de coopération.....		77
Commentaire.....		77
Article 10 [5 ter]. Coopération en matière de prévention des risques de catastrophe		79
Commentaire.....		79
Article 11 [16]. Obligation de prévention des risques de catastrophe.....		79
Commentaire.....		80
Article 12 [9]. Rôle de l'État affecté.....		84
Commentaire.....		84
Article 13 [10]. Obligation de l'État affecté de rechercher de l'assistance extérieure		85
Commentaire.....		85
Article 14 [11]. Consentement de l'État affecté à l'assistance extérieure		87
Commentaire.....		87
Article 15 [13]. Conditions de fourniture de l'assistance extérieure		89
Commentaire		89
Article 16 [12]. Offres d'assistance extérieure		91
Commentaire.....		91
Article 17 [14]. Facilitation de l'assistance extérieure		92
Commentaire		92
Article 18. Protection du personnel, de l'équipement et des biens de secours		93
Commentaire.....		93
Article 19 [15]. Cessation de l'assistance extérieure.....		95
Commentaire		95
Article 20. Relation avec des règles spéciales ou d'autres règles de droit international		95
Commentaire.....		95
Article 21 [4]. Relation avec le droit international humanitaire.....		96
Commentaire.....		96

	Paragraphes	Pages
VI. L'OBLIGATION D'EXTRADER OU DE POURSUIVRE (<i>AUT DEDERE AUT JUDICARE</i>)	57-65	97
A. Introduction	57-60	97
B. Examen du sujet à la présente session	61-64	97
C. Rapport final sur le sujet.....	65	98
1. Obligation de combattre l'impunité conformément à l'état de droit.....		98
2. L'importance de l'obligation d'extrader ou de poursuivre dans les travaux de la Commission du droit international....		98
3. Résumé des travaux.....		99
a) Typologie des dispositions d'instruments multilatéraux		99
b) Exécution de l'obligation d'extrader ou de poursuivre		103
c) Les lacunes du régime conventionnel existant et la « troisième option »		106
d) L'ordre de priorité entre l'obligation de poursuivre et l'obligation d'extrader, et la portée de l'obligation de poursuivre.....		107
e) La relation entre l'obligation d'extrader ou de poursuivre et les obligations <i>erga omnes</i> ou les normes de <i>jus cogens</i> ..		109
f) Le statut de l'obligation d'extrader ou de poursuivre au regard du droit international coutumier.....		109
g) Autres questions abordées dans le cadre général de 2009 qui demeurent pertinentes		110
VII. LES ACCORDS ET LA PRATIQUE ULTÉRIEURS DANS LE CONTEXTE DE L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS	66-76	113
A. Introduction	66-69	113
B. Examen du sujet à la présente session	70-74	113
C. Texte des projets de conclusion sur les accords et la pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités adoptés provisoirement par la Commission à sa soixante-sixième session	75-76	114
1. Texte des projets de conclusion.....	75	114
2. Texte des projets de conclusion et des commentaires y relatifs adoptés provisoirement par la Commission à la soixante-sixième session.....	76	115
Conclusion 6. Identification des accords ultérieurs et de la pratique ultérieure.....		115
Commentaire.....		115
Conclusion 7. Effets possibles des accords ultérieurs et de la pratique ultérieure dans le contexte de l'interprétation ..		120
Commentaire.....		120
Conclusion 8. Poids des accords ultérieurs et de la pratique ultérieure comme moyens d'interprétation.....		128
Commentaire.....		128
Conclusion 9. Accord des parties au sujet de l'interprétation d'un traité		131
Commentaire.....		131
Conclusion 10. Décisions adoptées dans le cadre d'une conférence des parties		135
Commentaire.....		136
VIII. PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE	77-122	143
A. Introduction	77-78	143
B. Examen du sujet à la présente session	79-122	143
1. Présentation par le Rapporteur spécial de son premier rapport.....	80-84	143
2. Résumé du débat.....	85-115	144
a) Observations générales.....	85-93	144
b) Observations sur le projet de directive 1 (Emploi des termes).....	94-99	146
c) Observations sur le projet de directive 2 (Champ d'application des directives).....	100-103	146
d) Observations sur le projet de directive 3 (Statut juridique de l'atmosphère).....	104-111	147
e) Autres considérations	112-115	148
3. Conclusions du Rapporteur spécial	116-122	149
IX. IMMUNITÉ DE JURIDICTION PÉNALE ÉTRANGÈRE DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT	123-132	151
A. Introduction	123-125	151
B. Examen du sujet à la présente session	126-130	151
C. Texte des projets d'article sur l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État provisoirement adoptés à ce jour par la Commission.....	131-132	152
1. Texte des projets d'article.....	131	152
2. Texte des projets d'article et commentaires y relatifs provisoirement adoptés par la Commission à sa soixante-sixième session.....	132	152
Article 2. Définitions.....		152
Commentaire.....		152
Article 5. Bénéficiaires de l'immunité <i>ratione materiae</i>		155
Commentaire.....		155
X. DÉTERMINATION DU DROIT INTERNATIONAL COUTUMIER.....	133-185	157
A. Introduction	133-134	157
B. Examen du sujet à la présente session	135-185	157

	Paragraphes	Pages
1. Présentation par le Rapporteur spécial du deuxième rapport	137-148	157
2. Résumé du débat.....	149-171	159
a) Observations générales	149-153	159
b) Emploi des termes	154-155	160
c) Approche fondamentale.....	156-158	160
d) «Une pratique générale».....	159-168	161
e) «Acceptée comme étant le droit» (« <i>opinio juris</i> »)	169-171	162
3. Observations finales du Rapporteur spécial.....	172-185	162
XI. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EN RAPPORT AVEC LES CONFLITS ARMÉS.....	186-222	164
A. Introduction	186	164
B. Examen du sujet à la présente session	187-222	164
1. Présentation par la Rapporteuse spéciale de son rapport préliminaire	188-191	164
2. Résumé du débat.....	192-213	164
a) Observations générales.....	192	164
b) Champ et méthodologie.....	193-199	165
c) Emploi des termes	200-203	165
d) Sources et autres matériaux à consulter.....	204-205	166
e) Principes et obligations relatifs à l'environnement	206-209	166
f) Droits de l'homme et droits des autochtones.....	210-211	167
g) Futur programme de travail	212-213	167
3. Conclusions de la Rapporteuse spéciale.....	214-222	167
XII. APPLICATION PROVISoire DES TRAITÉS.....	223-248	169
A. Introduction	223-224	169
B. Examen du sujet à la présente session	225-248	169
1. Présentation par le Rapporteur spécial de son deuxième rapport.....	228-235	169
2. Résumé du débat.....	236-243	170
3. Conclusions du Rapporteur spécial	244-248	171
XIII. LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.....	249-262	173
A. Introduction	249-250	173
B. Examen du sujet à la présente session	251-262	173
1. Projet de rapport final	254-258	173
2. Débats du Groupe d'étude	259-262	174
XIV. AUTRES DÉCISIONS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION.....	263-312	175
A. Programme, procédures, méthodes de travail et documentation de la Commission	263-290	175
1. Inscription d'un nouveau sujet au programme de travail de la Commission	266	175
2. Groupe de travail sur le programme de travail à long terme	267-272	175
3. Examen de la résolution 68/116 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 2013, relative à l'état de droit aux niveaux national et international	273-280	176
4. Honoraires	281	176
5. Documentation et publications	282-285	176
6. Fonds d'affectation spéciale pour résorber l'arriéré de publication de l' <i>Annuaire de la Commission du droit international</i>	286	177
7. Aide de la Division de la codification	287	177
8. <i>Annuaire de la Commission du droit international</i>	288	177
9. Sites Web	289	177
10. Médiathèque de droit international des Nations Unies	290	177
B. Dates et lieu de la soixante-septième session de la Commission	291-292	178
C. Coopération avec d'autres organismes	293-297	178
D. Représentation à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale	298-299	178
E. Séminaire de droit international	300-311	178
F. Commémoration du cinquantième anniversaire du Séminaire de droit international	312	180
Annexe		
<i>JUS COGENS</i>		181